

**EXTRAIT DU DISCOURS PRONONCÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES  
NATIONS UNIES, KOFI ANNAN, LE 3 SEPTEMBRE À LA CONFÉRENCE  
DIPLOMATIQUE SUR LES MINES TERRESTRES, OSLO, NORVÈGE.**

Je suis très heureux de m'adresser à vous à ce moment crucial de nos démarches en vue d'une interdiction mondiale des mines antipersonnel. Au nom des Nations Unies, je tiens à remercier le gouvernement de la Norvège, qui accueille cette conférence. Il s'agit de la dernière étape avant l'aboutissement de nos efforts en faveur de la signature de la Convention à Ottawa, en décembre.

La Conférence d'Ottawa marquera une étape historique des efforts déployés à notre époque pour le rétablissement de la paix. Je suis fier de dire que j'assisterai, au nom des Nations Unies, à la cérémonie de signature qui se tiendra à Ottawa. Des représentants des laissés pour compte, des victimes et des amputés y assisteront à titre symbolique et nous honorerons la mémoire des morts.

Vos discussions, ici, à Oslo, en vue de la rédaction d'une convention qui interdira l'emploi, le stockage, le production et le transfert des mines antipersonnel, montrent que le monde entier est déterminé à ce que ce processus arrive à sa conclusion historique.

L'élimination des mines terrestres est devenue une cause véritablement mondiale, soutenue par les revendications de citoyens de partout, et que les organisations régionales et non gouvernementales n'ont de cesse de promouvoir.

Je me suis engagé à renforcer les liens des Nations Unies avec la société civile. Notre collaboration dans la lutte contre les mines terrestres m'encourage fortement. L'esprit d'initiative du Comité international de la Croix Rouge (CICR) et le dynamisme de la Campagne internationale contre les mines terrestres (CIMT) ont été les moteurs de nos démarches dans ce domaine. La lutte contre l'utilisation des mines terrestres est devenue un modèle de coopération et d'initiative internationales.

Je suis convaincu que nous nous trouvons au seuil d'une nouvelle ère en matière de désarmement. Maintenant que les menaces et les peurs de la guerre froide sont choses du passé, la communauté internationale doit profiter de cette occasion pour changer de cap en ce qui concerne la production d'armes.

Un nouveau consensus se fait jour, selon lequel la prolifération des armes de toutes sortes, qu'il s'agisse de l'armement de destruction massive ou des armes légères, constitue en soi une menace à la paix. Nous devons faire en sorte que les mines terrestres deviennent une arme du passé et un symbole de honte.

La conférence de juin [Bruxelles] a permis de jeter des bases solides. Quatre-vingt-dix-sept pays ont annoncé leur appui au Processus d'Ottawa et ont accepté de négocier les termes d'un traité international, que l'on signera en décembre.

Dans mon message à la conférence de Bruxelles, je demandais qu'on saisisse l'occasion de supprimer cet ennemi invisible. J'ai également promis, comme je le fais aujourd'hui, l'appui et l'engagement des Nations Unies en faveur d'une interdiction totale.

Si je fais cette promesse, ce n'est pas seulement parce que l'utilisation d'une arme dont la majorité des victimes sont des femmes et des enfants est fondamentalement immorale. C'est aussi parce que le fléau des mines terrestres touche tous les aspects du travail des Nations Unies : depuis la paix et la sécurité jusqu'au développement en passant par la santé.

L'interdiction totale des mines antipersonnel mettra un terme à un aspect seulement de notre lutte. L'enlèvement des millions de mines déjà posées n'est pas moins important.

Chaque mine qu'on enlève peut sauver une vie. Cependant, nous savons que, pour chaque centaine de milliers de mines enlevées chaque année, on pose entre deux et cinq millions de mines additionnelles. La présence, ou même la peur de la présence, d'une seule mine peut empêcher la culture de tout un champ, privant ainsi une famille, ou parfois un village entier, de son moyen de subsistance. Les mines terrestres demeurent l'obstacle le plus meurtrier et le plus destructeur à notre travail dans les sociétés qui sortent d'un conflit. Bien sûr, les civils sont les principales victimes des mines, mais nous ne devons pas oublier que celles-ci mettent en péril le travail même de maintien et de rétablissement de la paix.

Vous vous êtes lancés dans une mission qui suscite un véritable espoir. L'horreur universelle qu'engendre l'utilisation des mines terrestres atteint des niveaux sans précédent.

Même dans les milieux militaires, on est de plus en plus convaincu que ces engins menacent autant la sécurité de ceux qui les posent que celle de tout autre personne. On s'entend, en outre, de plus en plus sur le rôle marginal qu'elles jouent sur le plan stratégique, et sur le fait que, dans le nombre croissant de conflits aux limites mal définies, les champs de mines défensifs nuisent davantage aux activités opérationnelles qu'ils ne les facilitent.

En fin de compte, c'est le développement que le fléau des mines terrestres prend en otage. Trop souvent, les pays en développement sont aux prises avec deux plaies : la pauvreté et la guerre. Or, les mines terrestres sont les vestiges les plus durables et les plus destructeurs de la guerre. Sans leur élimination, les réfugiés ont moins de chance de retourner chez eux, les champs abandonnés resteront moins accessibles, et la paix demeurera hors de portée.

Voilà pourquoi votre travail est si important; voilà pourquoi votre objectif d'en arriver à une interdiction totale suscite autant d'espoir chez des millions de personnes en danger dans le monde, des civils tout autant que des soldats. Je salue votre clairvoyance et attends avec impatience votre venue à Ottawa.